



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

artisans

Question écrite n° 112598

Texte de la question

M. Jean Launay attire l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales sur la protection sociale des conjoints collaborateurs. Le décret n° 2006-966 du 1er août 2006 a fixé les conditions de rattachement au statut de conjoint collaborateur, et semble apporter des réponses concrètes aux situations des conjoints d'artisans. Lors des journées de la construction en avril 2006, le Premier ministre s'était clairement exprimé en faveur d'une publication rapide du décret relatif à l'appel des cotisations vieillesse obligatoires pour les conjoints collaborateurs. Alors qu'il apparaît essentiel d'apporter rapidement une véritable protection sociale aux conjoints collaborateurs qui sont les plus exposés aux risques économiques et qui ne bénéficient à ce jour que des minima sociaux des systèmes de sécurité sociale, ce décret d'application n'est toujours pas paru. Aussi, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de répondre le plus rapidement à leurs attentes.

Texte de la réponse

Les conjoints de commerçants et d'artisans bénéficient de droits sociaux très réduits, notamment en matière d'assurance vieillesse, malgré leur contribution déterminante et régulière au fonctionnement de l'entreprise. Au regard de ce constat et pour y remédier, la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, améliore leur situation, en rendant obligatoire le choix pour l'un des trois statuts prévus par la loi n° 82-596 du 10 juillet 1982 relative aux conjoints d'artisans et de commerçants travaillant dans l'entreprise familiale. En application de l'article 12 de la loi, la prise en compte de l'activité du conjoint qui participe de manière régulière à l'activité de l'entreprise familiale et la reconnaissance de ses droits impliquent désormais le choix obligatoire d'un des trois statuts : conjoint collaborateur, salarié ou associé. Le décret en Conseil d'État n° 2006-966 du 1er août 2006 précise la définition du conjoint collaborateur, les modalités selon lesquelles le choix du statut est mentionné auprès des organismes habilités, ainsi que les autres modalités d'application du texte. Pour le conjoint collaborateur, l'article 15 de la loi a mis en place l'affiliation obligatoire à la caisse d'assurance vieillesse du chef d'entreprise et la possibilité de rachat de périodes d'assurance vieillesse. Le décret n° 2006-1580 du 11 décembre 2006 fixant pour les artisans et les commerçants les différentes assiettes de cotisations a été publié au Journal officiel du 13 décembre 2006. Il permet aux conjoints collaborateurs de choisir entre cinq assiettes de calcul de leurs cotisations correspondant à celles proposées dans le système facultatif. Le chef d'entreprise et son conjoint pourront ainsi adapter leur choix en fonction des résultats de l'entreprise.

Données clés

Auteur : [M. Jean Launay](#)

Circonscription : Lot (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 112598

Rubrique : Commerce et artisanat

Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 12 décembre 2006, page 12892

Réponse publiée le : 16 janvier 2007, page 630